

Étude de cas #11

Le Canada devrait réduire ses dépenses relatives à l'aide internationale.

Cet exercice a été mis à jour le 13/01/2026.

Contexte

Alors qu'il entre au pouvoir en janvier 2025, le président des États-Unis, Donald Trump, annonce vouloir réduire autant que possible les dépenses publiques du pays. Parmi les nombreuses coupes budgétaires qui s'ensuivent, l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) voit ses fonds gelés, puis, quelques mois plus tard, l'agence est dissoute. Le secteur humanitaire mondial est en état de choc, puisque les États-Unis assuraient à eux seuls 42 % du financement de l'aide humanitaire internationale.

Le retrait du financement américain a de lourdes répercussions à l'échelle mondiale. D'une part, sur le plan humanitaire, l'arrêt soudain des fonds entraîne la fermeture d'organisations essentielles, plongeant des millions de personnes dans une situation de survie précaire. D'autre part, sur le plan géopolitique, ce retrait crée un vide qui pourrait être utilisé stratégiquement par d'autres pays pour étendre leur influence ou leur autorité sur les pays en développement. En conséquence, c'est tout l'équilibre mondial qui se trouve fragilisé, créant un climat d'instabilité pour le Canada et ses partenaires.

Quant à lui, au cours de l'année fiscale 2023-2024, le Canada a dépensé 12,3 milliards de dollars en aide internationale. De cette somme, 6,8 milliards ont été consacrés spécifiquement à l'aide publique au développement, c'est-à-dire au soutien direct de l'économie et du bien-être des populations dans les pays en développement. Ce montant représente 0,34 % du revenu national brut du pays (richesse totale produite par la population et les entreprises canadiennes). Bien que le Canada se classe au 6^e rang mondial des donateurs en volume financier, sa position chute au 15^e rang lorsqu'on évalue l'effort proportionnellement à sa richesse (RNB). Sa contribution totale est importante, certes, mais le Canada demeure encore loin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies.

Lors des élections fédérales de 2025, les dépenses relatives à l'aide internationale étaient un sujet controversé. Le premier ministre actuel, Mark Carney, promettait de ne pas réduire l'aide internationale, tandis que les conservateurs de Pierre Poilievre s'engageaient à réaffecter 9,4 milliards de dollars d'aide internationale au cours des quatre prochaines années aux dépenses militaires et nationales. Toutefois, en novembre 2025, Mark Carney officialise une coupe de 2,7 milliards sur quatre ans dans son budget de 2025-2026.

Face aux bouleversements majeurs provoqués par le désengagement financier des États-Unis, il devient impératif de réévaluer la politique canadienne en matière d'aide internationale. D'un côté, les partisans d'une réduction budgétaire soutiennent que le Canada doit prioriser ses propres besoins et moderniser sa défense nationale dans un contexte mondial de plus en plus instable. De l'autre, les partisans du maintien de l'aide internationale croient qu'elle constitue non seulement une première ligne de défense efficace, mais qu'elle représente aussi un devoir moral et un outil diplomatique indispensable pour conserver l'influence du Canada sur la scène internationale.

Pour en savoir plus

- [Aide publique au développement \(APD\) | Organisation de coopération et de développement économiques](#)
- [Fiche d'information sur l'aide internationale du Canada | Coopération Canada](#)
- [Coopération au développement : qui aide qui ? | ARTE](#)
- [L'importance de l'aide canadienne | Résultats Canada](#)
- [Un sujet qui ne fait pas l'unanimité parmi les partis | La Presse](#)
- [L'aide humanitaire est-elle efficace ? | Le Chiffroscope](#)

Le savais-tu?

L'aide internationale est un élément clé de l'économie mondiale. Elle représente plusieurs centaines de milliards de dollars transférés volontairement entre les pays sous forme de subventions, de prêts ou de dons, tant monétaires que matériels (p. ex. vaccins et médicaments, vêtements, outils, denrées alimentaires, etc.). Généralement, ces transferts se font des pays développés du Nord vers les pays en développement au Sud. Les sommes d'aide internationale servent à prévenir des maladies infectieuses par la vaccination et la prévention (SIDA, rougeole, polio, etc.), à renforcer les droits des femmes, à soutenir le développement de l'agriculture durable, à lutter contre les famines et l'insécurité alimentaire et à renforcer la stabilité mondiale.

L'aide internationale est souvent vue comme un outil fondamental du [soft power](#) (parfois aussi appelé « puissance douce » ou « puissance de persuasion »). Ce concept géopolitique renvoie à la capacité d'un État d'influencer les autres pays par des moyens non coercitifs, tels que la diplomatie, la coopération et les alliances pour promouvoir ses valeurs et ses intérêts, plutôt que d'utiliser la force militaire. Par exemple, après avoir soutenu le développement du Vietnam dans les années 90 avec des investissements de [1,9 milliard de dollars](#), le Canada profite aujourd'hui d'un partenaire commercial majeur vers lequel [il exporte pour plus d'un milliard de dollars de marchandises canadiennes annuellement](#). Ainsi, l'aide internationale offerte par le Canada a permis de forger une alliance économique stratégique et durable.

Coup d'œil international

Avant sa dissolution en 2025, l'USAID, l'agence américaine chargée de l'aide humanitaire et du développement international, avait un budget de plus de 40 milliards de dollars américains, ce qui représentait moins de 1 % du budget des États-Unis. Fondée en 1961, l'agence finançait principalement des programmes liés à la santé, comme le PEPFAR destiné au traitement et à la prévention du VIH/sida, et le PMI pour lutter contre la malaria.

En 2024, les plus grands contributeurs en aide publique au développement en termes de pourcentage du revenu national brut étaient la Norvège (1,02 %), avec 5,18 milliards de dollars, le Luxembourg (1 %), avec 0,6 milliard de dollars, la Suède (0,79 %), avec 5 milliards de dollars et le Danemark (0,72 %), avec 3,16 milliards de dollars.